



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 10/03/2023

Votre annonce n°23-31931 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

Attention :

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

[> Contact client](#)

J24 Avis de concession appel d'offre Dir23

Département(s) de publication : **30**

Annonce No **23-31931**

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR/ENTITÉ ADJUDICATRICE

I.1) NOM ET ADRESSES

Nîmes Métropole, 1 rue du colisée, 30000, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 34 03 57 00, Courriel : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr, Code NUTS : FRJ12

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.nimes-metropole.fr/>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr/>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr/>

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services de chemin de fer urbain, de tramway, de trolleybus ou d'autobus

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Délégation de service public pour l'exploitation des services de transports urbains de voyageurs de Nîmes Métropole

Numéro de référence :

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 60112000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : La consultation a pour objet de déléguer la gestion et l'exploitation des services publics de transports et de mobilité de Nîmes Métropole.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 287 000 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Transport

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 60112000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Territoire de Nîmes Métropole

II.2.4) Description des prestations : Les services objet de la présente délégation sont définis par le Délégrant et comportent notamment les missions suivantes : La mise en œuvre d'un plan transport sur le territoire de Nîmes Métropole, ce plan comprenant notamment l'exploitation lignes Tango, en production directe ou en sous-traitance ; La recherche d'efficacité dans la production du réseau (amélioration de la vitesse commerciale, ...) La passation de contrats de sous-traitance et gestion des relations avec les entreprises sous-traitantes ; La gestion du personnel ; L'entretien et la maintenance des biens mis à disposition par Nîmes Métropole ou le Délégrant ; La fourniture et le financement des moyens et équipements nécessaires à l'exploitation du service qui ne seraient pas mis à sa disposition par Nîmes Métropole ; La gestion des relations avec les usagers, conception, proposition et mise en œuvre des actions en matière de marketing ; propositions relatives aux adaptations du réseau, en termes d'offre (tracé des lignes, fréquence...), de tarification ; La gestion de la relation contractuelle et commerciale avec les usagers (dont notamment accueil, information, distribution des titres, gestion des réclamations) ; La perception des recettes pour le compte du Délégrant et leur versement dans les conditions prévues par le contrat ; La réalisation de différents supports d'information, plan de réseau, site internet, etc ; L'affichage et la maintenance de l'information et de la signalétique sur tous les points d'arrêt ; La réalisation d'actions commerciales et de promotion du réseau visant à développer la fréquentation du réseau ; La mise en œuvre d'une politique de lutte contre la fraude visant à réduire la fraude sur le réseau ; La mise en place d'actions permettant de garantir la sécurité des usagers ; La maintenance des systèmes nécessaires au bon fonctionnement du réseau qu'il soit financé par le Délégrant ou le Délégrant ; La gestion des gares routières ; Le conseil et expertise au Délégrant ; L'exploitation et gestion des services de location de vélos libre-service à compter de 2025 (en cas de levée de l'option 1 cf. consultation)

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des critères décrits ci-dessous

1. Critère n°1 : Valeur financière de l'offre
2. Critère n°2 : Performance du projet d'exploitation
3. Critère n°3 : Qualité de service et expérience voyageur

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 287 000 000 euros

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois : 78

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

Mots descripteurs : Transport

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Pièce n° 1 : Une lettre de candidature (ou DC1) dûment datée et signée présentant l'identité du candidat (forme juridique, raison sociale, date de création, montant et composition du capital de la société ainsi que la liste des principaux actionnaires). En cas de candidature groupée, une lettre commune doit indiquer l'identité de chaque membre du groupement, le caractère conjoint ou solidaire de celui-ci, ainsi que l'identité du mandataire. Cette lettre doit être signée par tous les membres du groupement, ou le seul mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires. - Pièce n° 2 : Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée du candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement, attestant : 1° Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation de contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 et suivants du code de la commande publique ; 2° Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article L. 3123-18 du code de la commande publique relative aux contrats de concession et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 et suivants du code de la commande publique, sont exacts ; 3° Qu'il respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévus aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail. - Pièce n° 3 : Si le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, un des membres du groupement, est en situation de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; - Pièce n° 4 : Les attestations d'assurance en cours de validité dont dispose le candidat ; - Pièce n° 5 : Un justificatif de moins de trois mois attestant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés du candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement ; - Pièce n° 6 : Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ou, en cas de candidature groupée, de chaque membre du groupement. Le candidat établi dans un État membre de l'Union européenne autre que la France doit produire : - Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, - Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquelles il n'est pas délivré de certificat, il produit une attestation sur l'honneur, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France, - Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays, - Les certificats délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction assermentée en langue française.

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Chaque candidat, ou en cas de candidature groupée, chaque membre du groupement, fera parvenir à l'autorité délégitante les éléments suivants : - Pièce n° 7 : Les bilans et comptes de résultat des trois derniers exercices (sauf pour les sociétés ayant moins de 3 ans d'existence), - Pièce n° 8 : Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession, réalisées au cours des trois dernières années (sauf pour les sociétés ayant moins de 3 ans d'existence), - Pièce n° 9 : Une note de présentation du candidat (forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux), Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents ci-avant demandés, il est autorisé à produire tout document approprié de nature à faire apparaître la capacité économique et financière du candidat et notamment sa situation financière précise.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Chaque candidat, ou en cas de candidature groupée, chaque membre du groupement, fera parvenir à l'autorité délégitante les éléments suivants : - Pièce n° 10 : Un dossier de présentation des moyens humains et matériels du candidat en rapport avec l'objet du contrat ; - Pièce n° 11 : Une liste des missions permettant d'apprécier l'expérience du candidat. Le candidat pourra limiter ses références aux missions assurées au cours des trois dernières années ; - Pièce n° 12 : Une copie de l'inscription au registre des transporteurs donnant droit à l'exercice de la profession de transporteur public routier de voyageurs, ou tout autre document lui permettant de faire la preuve de sa capacité professionnelle, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence du candidat pour fournir les prestations objet du contrat ; - Pièce n° 13 : Les documents visés par l'article R. 3113-8 du code des transports : la licence communautaire ou la licence de transport intérieur. Les candidats qui ne pourraient pas justifier de leur délivrance et dont l'offre aurait été retenue, devront prouver avoir engagé des mesures en vue de leur obtention au plus tard à la date de notification du contrat. - Pièce n° 14 : Une note sur les méthodes et les moyens que les candidats entendent mettre en œuvre pour l'exécution des missions, en vue d'assurer la continuité du service public délégué et l'égalité de traitement des usagers devant le service public.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les concessions réservées

III.2) Conditions liées à la concession

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession :

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics :

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

15 juin 2023 - 12:00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

La facturation en ligne sera acceptée

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Il a été décidé de recourir à une procédure de type ouverte, ce qui signifie que les candidats doivent déposer simultanément leurs candidatures et leurs offres. La procédure de consultation se déroulera de la manière suivante: les plis contenant les candidatures reçus avant la date et l'heure limite prévue seront ouverts par la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ; la commission dressera la liste des candidats admis à présenter une offre en fonction de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ; les plis contenant les offres des candidats retenus seront ouverts, la commission procédera à l'analyse des offres et formulera un avis, au vu de cet avis, l'autorité habilitée à signer la convention pourra engager une négociation, dont les modalités seront communiquées ultérieurement aux candidats retenus. Les pièces de la consultation sont disponibles gratuitement sur le profil acheteur de la collectivité à l'adresse suivante: www.marches-securises.fr. Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier et à vérifier la validité de l'adresse mail qu'ils ont indiquée sur la plateforme, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Modalités de remise des candidatures et des offres: les pièces de la candidature et de l'offre devront être remises dans des enveloppes séparées. Les éléments demandés au règlement de la consultation — dossier de candidature — devront être remis en 4 (quatre) exemplaires format papier accompagné d'un exemplaire format numérique (clé Usb). Les éléments demandés au règlement de la consultation — pièces de l'offre — devront être remis en 4 (quatre) exemplaires format papier accompagnés d'un exemplaire format numérique (clé Usb). Pour la candidature: le candidat transmet le dossier sous pli cacheté contenant une enveloppe intérieure également cachetée portant les mentions: délégation de service public — transports urbains — candidature — ne pas ouvrir. Pour l'offre: le candidat transmet le dossier sous pli cacheté contenant une enveloppe intérieure également cachetée portant les mentions: délégation de service public — transports urbains — offre — ne pas ouvrir. Ces dossiers devront être remis contre récépissé avec tampon de la direction de la commande publique ou, s'ils sont envoyés par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures et des offres à l'adresse suivante: Communauté d'agglomération Nîmes Métropole, Direction de la commande publique Colisée 2, 1^{er} étage, 1 rue du Colisée, 30947 Nîmes Cedex 9. Les candidats faisant appel à un prestataire privé pour transmettre leurs dossiers doivent faire preuve de diligence et s'assurer que leur pli est livré dans les conditions indiquées ci-dessus (remise d'un récépissé avant de la direction de la commande publique, aux heures d'ouverture). Une visite facultative est prévue dans les conditions du règlement de consultation.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de NÎMES, 16 avenue Feuchères, CS 88010, 30000, Nîmes, F, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal Administratif de NÎMES, 16 avenue Feuchères, CS 88010, 30000, NÎMES, F, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé précontractuel (L.551-5 et s. du CJA) ; référé contractuel (L. 551-13 et S du CJA) recours en contestation de validité du contrat issu de la jurisprudence Tarn et Garonne dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de NÎMES, 16 avenue Feuchères, CS 88010, 30000, NÎMES, F, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

10 mars 2023

Eléments de facturation :

Numéro du service exécutant : 2360

Numéro d'engagement juridique : 22002930FE

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 24300064300045

Libellé de la facture : CA Nîmes Métropole Direction des Finances Colisée 2 - 2e étage 1 rue du Colisée, F-30947 Nîmes Cedex 9.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 15 août 2023

Objet de l'avis : délégation de service public pour l'exploitation des services de transports urbains de voyageurs de nîmes métropole

Nom de l'organisme : Nîmes Métropole

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

